

Comme on le voit, l'acceptation de l'archiduc engageait déjà moralement la France, dès la fin de 1861, au moment même où l'expédition maritime concertée par les trois puissances contre la République entrait en voie d'exécution. C'est dans cette combinaison ourdie dans l'ombre qu'il faut trouver le but mystérieux de l'intervention française, qui avait espéré faire partager ses vues au cabinet anglais, et engager son action coopérative dans l'établissement de l'archiduc Maximilien sur le trône qui lui était promis. Le parti rebelle, recruté parmi les cléricaux, n'attendait plus pour ouvrir la campagne que l'apparition du drapeau tricolore dans les eaux du Mexique.

La défense de nos nationaux, le désir de venger les outrages subis par eux, outrages dont il faut en justice accuser plutôt tout le Mexique que Juarez, tout cela n'était qu'un prétexte relégué d'avance au second plan de l'entreprise. Mais on l'invoquait pour débarquer des troupes sur le territoire de la République et y prendre pied, jusqu'au jour où le gouvernement français pourrait inaugurer librement sa politique dans le Nouveau-Monde, politique grosse de hasards, qui allait mettre la France en contradiction complète avec son principe de non-intervention. Si on conservait un doute à cet égard, il serait vite détruit par deux événements postérieurs qui ont exercé une grande influence sur l'issue désastreuse de cette entreprise. Nous voulons parler de la rupture de la convention de la Soledad et de la lettre de l'Empereur Napoléon III au général Forey.

Pourquoi la convention de la Soledad a-t-elle été déchirée par la France seule ?

L'Angleterre s'est empressée de se dégager de la question

mexicaine, par la signature de la convention, du jour où elle a été initiée indirectement aux projets nourris secrètement par le gouvernement français. Ce ne fut qu'en octobre 1861, après la demande de garantie anglaise imposée par Maximilien, que M. Thouvenel donna ordre de pressentir le cabinet britannique à ce sujet, sans rien accuser de net dans ses ouvertures. Il arriva que ces ouvertures furent mal accueillies de l'autre côté du détroit. Aussitôt, notre ministre des affaires étrangères, plusieurs fois interpellé par l'ambassadeur d'Angleterre, et craignant de s'être trop avancé, répondit très catégoriquement : « Aucun gouvernement ne sera imposé au peuple mexicain. » (Dépêche du comte Cowley au comte Russel, 2 mai 1862). Une autre fois, M. Thouvenel, questionné par lord Cowley au sujet de la candidature de l'archiduc Maximilien, pour savoir si des négociations étaient pendantes entre la France et l'Autriche, répondit négativement. « Des négociations avaient été entamées par des Mexicains seuls, qui s'étaient rendus à Vienne dans ce but, » affirmait notre ministre des relations extérieures.

Malgré ces dénégations, l'Angleterre crut prudent d'affirmer l'autorité de Juarez et de se retirer. Elle se souciait peu de compromettre sa responsabilité en accordant au futur empereur une garantie dont elle a prouvé largement, depuis cette époque, qu'elle était peu prodigue. Quelle garantie lui demandait-on ? Elle ne l'ignorait pas ; c'était une protection presque illimitée, qui pouvait précipiter sa flotte dans un conflit avec les États-Unis. Le cabinet britannique eût-il osé la donner imprudemment, qu'à coup sûr le Parlement l'eût désavoué. Aussi, M. Wyke, son plénipotentiaire, n'eut-il plus qu'un but, celui de tirer, comme on dit vulgairement,

son épingle du jeu, en profitant de la pression commune pour obtenir de profitables indemnités qui panseraient toutes les blessures des réclamants anglais. En effet, l'Angleterre est celle qui a le plus bénéficié de nos sacrifices, grâce aux prélèvements faits en sa faveur sur les recettes mexicaines durant toute l'expédition.

Quant à la cour de Madrid, le général Prim l'avait entraînée à la Vera-Cruz, animé qu'il était d'une ambition toute personnelle. Allié par sa femme à la famille des Echavarría, qui comptait un ministre dans le conseil même de Juárez, entretenant d'actives relations avec le Mexique qu'il connaissait facile aux *pronunciamentos*, le comte de Reuss avait rêvé un instant, sinon un diadème royal, peut-être une couronne de vice-roi qui rattachât l'ancienne colonie espagnole à la mère patrie. Dès qu'il eut le sentiment de l'ordre de choses que la France voulait implanter, dès l'annonce de l'arrivée du renfort amené par le général de Lorencez et destiné à une expédition dans l'intérieur qu'il se flattait de tenter seul, il comprit que ses illusions étaient déçues, et il décida son gouvernement à abandonner la partie, en jetant aussitôt de la défaveur sur l'entreprise française. Son voyage à Vichy avait fait naître dans son esprit des espérances magiques. Leur évanouissement excita d'autant sa rancune et lui dicta son fameux discours au Sénat espagnol, dont il eut soin d'expédier un grand nombre d'exemplaires aux États-Unis. Prim oublia même qu'il avait eu l'honneur de commander le corps expéditionnaire combiné. Car, pendant que les Français se faisaient tuer sous les murs de Puebla, en mai 1863, il écrivait, par le port ennemi de Tuxpan, à son oncle, le ministre juariste, et sous le couvert de la légation britannique,

lui adressait un nombre considérable d'exemplaires de ce même discours, si contraire aux armes de ses alliés de la veille.

Il n'est pas sans intérêt de reproduire cette lettre du général Prim : elle n'a pas d'ailleurs besoin d'être commentée.

A M. Jose Gonzalez Echavarría, à Mexico.

Madrid, 11 mai 1863.

Mon très estimable oncle et ami, je reçois votre lettre de janvier, et je me rends compte de la situation des choses de ce pays, état déplorable certainement, mais qui fait connaître au monde que le Mexique est une nation et que ses enfants ne sont pas une race abjecte et dégradée, comme on a eu la prétention de le faire croire. Mais vous êtes bien les dignes fils de ceux qui ont étonné l'univers de leurs exploits. *Que dira ce blagueur de M. Billaut** pour justifier ces paroles : « Le gouvernement parjure de Juárez va tomber au souffle de la France. » En France, il y a une inquiétude et un malaise indicibles causés par la guerre du Mexique, et à ceux qui m'interrogent, j'ajoute que la guerre du Mexique peut devenir une catastrophe pour la France, et c'est la vérité. Figurons-nous que les forces de Forey viennent se briser contre Puebla. *Ave Maria santissima!* Dieu seul sait ce qu'il pourrait arriver en pareil cas.

Nous attendons les courriers avec impatience pour savoir de vos nouvelles et de celles du pays. Je vois que M. Wyke (le ministre anglais) est parti pour l'Europe, et je crains qu'il n'ait effectué son départ avant d'avoir reçu le courrier dans lequel, par son entremise, je vous écrivais, ainsi qu'à l'oncle Michel, et je vous envoyais, ainsi qu'à d'autres, des exemplaires de mon

* Textuel ; ces mots ont été écrits en français par le général Prim.

discours au Sénat. Ce discours aura, sans nul doute, été goûté, non-seulement dans ce pays, mais encore dans tout le continent américain.

Ici, il y a eu changement de cabinet. O'Donell est tombé, et nous avons été sur le point de voir arriver les progressistes. En fin de cause, sont entrés au pouvoir Miraflores et Concha, tous les deux français dans la question du Mexique. Mais partout où vous entendrez dire que les Espagnols vont revenir au Mexique pour y appuyer les Français, niez-le bien vite. Car ce qui a été fait est bien fait, et personne ne pourra le défaire.

PRIM.

La dépêche suivante, datée du mois de juillet et adressée au président Juarez par le Mexicain Ramon Diaz, agent de son gouvernement à la Havane, peut jeter un certain jour sur la lettre du général Prim.

Dépêche de l'agent Ramon Diaz à Benito Juarez, Président de la République à Mexico.

Havane, 19 juillet 1863.

Très cher Monsieur et Ami,

Encore impressionné par les échecs que nous venons de souffrir, quand nous nous y attendions le moins, alors que nos succès ne pouvaient plus se mettre en doute, je vous écris ces lignes pour vous informer que je forme une souscription dans cette île, souscription qui donne des résultats satisfaisants pour l'acquisition d'une partie de l'armement dont je vous parlais dans ma précédente. Car je suppose que vous ne pourrez, pour le moment, me faire passer les fonds nécessaires à cet achat.

Je travaille avec une grande activité, et il est probable que vers la moitié du mois prochain, j'aurai conclu l'affaire qui me précé-

cupe tant. Par conséquent, j'espère seulement que vous me donnerez vos ordres pour vous expédier cet envoi le plus tôt possible. Il m'est facile de le diriger sur Tuxpan et par vapeur avec assez de sécurité. Dites-moi donc s'il vous convient qu'il aille sur ce point, ou indiquez-moi un lieu sûr de débarquement. Comme cette affaire est assez délicate, je ne m'en remettrai à personne, et moi-même j'irai accompagner l'armement en question. Si vous ne prenez pas d'autres dispositions, j'espère que vous m'enverrez la licence nécessaire pour passer à la République.

Il est probable que Napoléon retirera ses troupes aussitôt que se sera formé un gouvernement de carton dans la capitale de la République. D'ailleurs, les événements de Pologne se compliquent et, de plus, les confédérés viennent de recevoir un coup terrible.

En Espagne, les choses sont dans le même état. Aujourd'hui, on dit que O'Donell va rentrer au ministère; mais cela n'est pas croyable. Rien de nouveau dans cette île.

Sans rien de plus pour aujourd'hui, je me répète,

Votre ami bien dévoué,

RAMON S. DIAZ.

L'agent juariste jouait son rôle. Mais comment apprécier l'attitude des autorités de la Havane, colonie espagnole, en présence de cette souscription juariste destinée à l'armement des troupes républicaines? Quel brusque contraste! De ce même port de la Havane, quelques mois auparavant, l'escadre espagnole avait fait voile pour Vera-Cruz, où elle allait fièrement planter le drapeau de Sa Majesté Catholique à côté des couleurs de la France. L'ambition déçue du général Prim, qui avait peut-être rêvé une couronne mexicaine, expliquerait-elle cette violation de neutralité à la-

quelle le capitaine général de la colonie prêtait les mains : nous étions pourtant des alliés de la veille !

Enfin, pour quelle raison le gouvernement français a-t-il déchiré seul le pacte de la Soledad ? L'amiral Jurien, notre plénipotentiaire, qui a laissé au Mexique un nom sympathique et une haute réputation de loyauté et de droiture, a été frappé d'un désaveu formel le jour où l'Empereur « adopta la résolution de retirer ses pleins pouvoirs à l'amiral. » Or, il est certain que l'amiral, entouré de l'estime publique comme il l'était, eût pu monter seul à Mexico, sans crainte aucune pour sa sécurité, et régler lui-même avec le président Juarez tous les différends qui divisaient les deux gouvernements. La prudence conseillait même d'agir ainsi. Était-il préférable de renverser le pouvoir existant alors en vertu de la constitution, sous prétexte qu'il ne jouissait pas de toute la force et de toute l'autorité désirables ? D'autre part, il est hors de doute que le plénipotentiaire français avait parfaitement concilié la dignité de son pays avec les intérêts de ses nationaux.

« Le gouvernement mexicain, avait écrit Doblado, au nom de Juarez, aux commissaires alliés, est résolu à faire toute espèce de sacrifice pour prouver aux nations amies que l'accomplissement fidèle des engagements qu'il contracte sera, à l'avenir, un des principes invariables de l'administration libérale. »

Cette déclaration, faite par un gouvernement stable et de bonne foi, aurait été satisfaisante. Il est vrai que le passé permettait des doutes sur l'exécution de ces promesses. Mieux valait alors, dès le début, dès le départ de l'amiral quittant Paris, déclarer nettement la guerre. Il était inutile de né-

gocier, puisqu'on se refusait d'avance à laisser le temps utile à l'effet des négociations, et qu'on les déclarait illusoires par anticipation, eu égard à l'impuissance ou la mauvaise foi présumée de Juarez.

L'amiral avait agi honnêtement, et la preuve en est que, peu de mois après le désaveu contre lequel s'éleva d'ailleurs l'opinion publique, le chef de l'État lui-même appela à ses côtés l'amiral Jurien, qui, en outre de cette distinction flatteuse, fut envoyé une seconde fois au Mexique, arborant son pavillon sur la frégate cuirassée *la Normandie*. Il est impossible de ne pas rester frappé de cette étrange contradiction. Mais nous en trouvons bientôt l'explication dans la lettre écrite en 1862 au général Forey, au moment où ce dernier recevait le commandement du gros corps d'armée destiné à venger l'échec éprouvé par le général de Lorencez, échec dont nous parlerons tout à l'heure.

L'Empereur écrivait :

Fontainebleau, 3 juillet 1862.

... Si, au contraire, le Mexique conserve son indépendance, et maintient l'intégrité de son territoire, si un gouvernement stable s'y continue avec l'assistance de la France, nous aurons rendu à la race latine, de l'autre côté de l'Océan, sa force et son prestige.

NAPOLÉON.

L'expédition a donc désormais pour but le triomphe de la race latine sur la terre américaine pour l'opposer aux envahissements des Anglo-Saxons. C'est dans ce document impérial que, pour la première fois, se révèle publiquement la véritable inspiration de l'Empereur. Elle est en contradiction

formelle avec les instructions du gouvernement français à son plénipotentiaire et avec le langage de ses ministres, MM. Billaud et Rouher, affirmant jusque-là à la tribune qu'il n'a jamais été question de la fondation d'un empire pour Maximilien, et que la défense de nos intérêts nationaux a seule provoqué les hostilités contre Juarez.

En effet, la défense de nos nationaux n'a été jusqu'ici qu'un masque qu'il est temps d'écarter. L'archiduc va tout à l'heure paraître en scène. L'amiral a été désavoué, parce que, agissant de bonne foi, il a failli ruiner un arrière-projet dont il n'a pas reçu la confiance. La convention a été répudiée par la France, parce que celle-ci ne voulait pas, parce qu'elle ne pouvait plus traiter, liée qu'elle était vis-à-vis de Maximilien. Il ne s'agissait guère de nos réclamations financières pour le moment. La chute de Juarez était seule en jeu, et, pour renverser le fauteuil du président, il fallait que l'armée française pût entrer à Mexico les armes à la main.

Ainsi, dès le début, l'intervention de la France au Mexique a été le fruit d'une politique équivoque, qui a pesé de tout son poids sur l'entreprise. Et si Juarez a consenti à engager cette guerre à outrance, signalée et terminée par des représailles terribles, c'est qu'il a su du premier coup que le pavillon tricolore masquait un drapeau impérial qui marchait à la suite de l'étranger, et que l'existence de la République était menacée dans son principe même. On peut croire que ce but non avoué a été pour beaucoup dans l'appui déguisé, fourni par les États-Unis à la cause républicaine dès le principe, appui qui a suffi pour tenir en échec et ruiner l'influence française en Amérique. Certains documents, qui furent trouvés après le combat dans les bagages

du général Comonfort, abandonnés dans la fonderie de San-Lorenzo, et qui ont passé sous nos yeux, ne nous laissent aucun doute sur le concours des États-Unis, qui avaient compris que la France voulait profiter de la guerre qui déchirait leur sein pour contrebalancer l'influence anglo-saxonne. Le président Lincoln, dont on vantait la loyauté en France, écrivait à Juarez : « Nous ne sommes pas en guerre ouverte avec la France, mais comptez sur de l'argent, sur des canons et sur des enrôlements volontaires que nous favoriserons. » Il a tenu parole.

Encore ici, on ne peut se défendre d'un sentiment pénible devant les hésitations du gouvernement impérial, qui n'a pas osé prendre un caractère décidé dans sa politique au-delà de l'Océan, et qui, depuis le commencement jusqu'à la fin de l'expédition, n'a eu recours qu'aux demi-mesures. Cette idée d'opposer la race latine à l'invasion des Anglo-Saxons, qui probablement d'ici à un demi-siècle étendraient le globe entier en donnant les deux mains aux Russes, leurs alliés naturels, était une idée imposante, digne de tenter un grand cœur et une grande nation, mais à la condition qu'elle fût assurée d'avance des moyens de succès. Il était facile de prévoir qu'en cas d'échec, sa ruine avancerait et précipiterait sans retour la chute de l'influence latine dans les Amériques, et effacerait à tout jamais un prestige que les Espagnols ont tant compromis. Mais, pour triompher, cette idée avait besoin du concours des États-Unis eux-mêmes. A coup sûr, l'occasion était favorable en 1862 en présence de la scission des États du Sud avec ceux du Nord. C'était l'heure pour la France de faire acte de vigueur et de se créer des alliés dans le camp même des ennemis. Deux voies étaient ouvertes :

l'une et l'autre étaient praticables ; nous ne prétendons pas les juger ici. Ou bien, il fallait du premier coup se prononcer radicalement pour la cause de l'Union, et contenir le Sud par une démonstration menaçante sur la frontière de Rio-Bravo ; ou bien, si on reconnaissait le caractère de belligérant au parti de la sécession, on devait sans hésitation aller jusqu'au bout et consommer l'œuvre de la séparation, en se déclarant ouvertement pour les planteurs des États du Sud, qui, au souvenir de la gloire française, avaient tressailli et n'attendaient que le secours de notre parole pour triompher et tendre la main à notre corps expéditionnaire marchant sur Mexico. Par une conséquence qu'on a peine à concevoir aujourd'hui, quand on jette les yeux derrière soi, la politique impériale sortit de toute tradition logique. Le caractère de belligérants, accordé aux États du Sud, ne servit qu'à prolonger inutilement une lutte meurtrière, et notre gouvernement repoussa les ouvertures réitérées des propriétaires sudistes, qu'il avait, la veille, encouragés et qu'il laissa finalement succomber. Dès lors, la cause latine était perdue. Les Yankese victorieux franchirent en masse la frontière du Texas et, attirés par la rapine, s'éparpillèrent en guérillas juaristes dans les provinces mexicaines du Nuevo-Leon, de la Sonora et du Tamaulipas.

Ici commence la seconde phase de l'expédition française. Nous quittons le domaine de la diplomatie et de la politique pour entrer sur le terrain de la guerre. Des fautes ont été aussi commises et elles ont été suivies de conséquences funestes.

Après la rupture de la convention de la Soledad, les troupes françaises, renforcées de 3,500 hommes amenés par le général de Lorencez, commencèrent les hostilités. La ligne du Chiquihuite n'avait pas été repassée, comme le voulait la convention de la Soledad. Cette violation de la parole donnée était un fâcheux début. Elle produisit un déplorable effet. Un peuple civilisé, qui se piquait d'apporter à une nation presque barbare le respect du droit et des engagements pris, commençait ainsi par fouler aux pieds une promesse solennelle. Ce fut une double faute. Outre que le prestige de notre force en fut diminué, nous ouvrions les premiers la porte à la trahison. De plus, les Mexicains s'imaginèrent, et